

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota
En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito
Semaine du 23 janvier 2025

ZOOM : COLOMBIE - LA COLLECTE FISCALE A ETE SURESTIMEE DE 10,5 MD\$ EN 2024 2

Bolivie 2

La loi de finances pour 2025 est remise en cause, et ouvre la porte aux recours 2

Colombie 2

La croissance en novembre décélère significativement, signe d'une croissance finalement inférieure à 1,8 % en 2024 ? 2

Dans le cadre de la crise budgétaire, le ministère des finances revoit ses engagements (*vigencias futuras*) vis-à-vis de certains projets d'infrastructure 3

Les Gouvernements colombien et étatsunien ont publié une « note interprétative » concernant l'accord commercial entre les deux pays 3

Le Président Petro a nommé deux nouveaux membres au comité de politique monétaires de la Banque centrale, plus hétérodoxes et probablement moins *hawkish* 3

Equateur 4

La croissance enregistre une baisse de -1,5% au T3 2024 4

Le gouvernement poursuit son programme d'achat de générateurs thermiques pour faire face à la crise énergétique 4

Guyana 4

Une croissance économique record portée par le *boom* pétrolier 4

Pérou 5

Le déficit budgétaire de 2024 atteint -3,6 % du PIB et s'éloigne des objectifs visés 5

Appel à manifestation d'intérêt pour la réalisation du *Pont Santa Rosa*, principal accès au nouvel aéroport international 5

Venezuela 5

Présentation des objectifs économique de Nicolás Maduro 5

Coût du panier alimentaire de base en décembre 2024 6

Zoom : Colombie - La collecte fiscale a été surestimée de 10,5 Md\$ en 2024

Ainsi, les prévisions du Projet de Loi de Finances (PLF) pour 2024 prévoyait des recettes fiscales pour 72,5 Md\$, mais les recettes fiscalement perçues n'ont atteint que 62,0 Md\$, soit une baisse de 4 % vs. 2023. **Les recettes ont été impactées à la baisse par deux contrecoups début 2024 :** (i) l'annulation par la cour constitutionnelle de la non-déductibilité des *royalties* payées pour le calcul de la base d'imposition à l'impôt sur les sociétés et (ii) les moindres recettes au titre des arbitrages sur litiges. La surestimation des recettes au titre d'une meilleure efficacité de l'administration fiscale avait été critiquée dès le PLF par les *think tanks*.

Ces recettes avaient permis l'approbation d'un budget au montant historique, finançant les ambitions sociales du Président Petro, mais dont le montant a dû être coupé et sous-exécuté pour respecter la règle budgétaire. Le prélèvement à la source représente 36 % de la collecte, suivi par l'impôt sur les ventes (21 %) et les recettes douanières (15 %). Dans le cadre de cette crise, le directeur de l'administration fiscale a été invité à démissionner le 15 janvier dernier, après six mois en poste.

Pour 2025, le CARF, comité chargé de vérifier la bonne trajectoire des finances publiques vis-à-vis de la règle budgétaire, prévoit qu'un ajustement budgétaire de 12 Md\$ (2,9 % du PIB) sera nécessaire pour respecter la règle budgétaire. Cet ajustement est nécessaire alors que le PLF pour 2025 prévoyait une réforme fiscale qui ne devrait finalement pas être votée, ainsi qu'une meilleure efficacité de l'administration fiscale qui reste incertaine.

Bolivie

La loi de finances pour 2025 est remise en cause, et ouvre la porte aux recours

La Loi de Finances 2025 (PGE 2025), en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2025, est contestée par les secteurs productifs. Cela concerne en particulier la très controversée « 7^e disposition additionnelle » qui a mis en alerte les entrepreneurs et les producteurs. Cette disposition additionnelle stipule que, **dans le but de garantir la disponibilité et l'approvisionnement en denrées alimentaires essentielles, les entités compétentes sont habilitées à activer le contrôle, l'inspection, la confiscation et/ou la saisie des produits alimentaires.** Le gouvernement a affirmé à plusieurs reprises que la loi n'affecterait pas les entreprises et que son objectif était de faciliter la lutte contre la spéculation et la contrebande. Cependant, ce rejet a été rejoint par les voix de divers secteurs productifs, tels que la Chambre Nationale des Industries (CNI), la Chambre des Exportateurs de Santa Cruz (Cadex), et la Chambre d'agriculture de l'Est (CAO).

Ces organisations soutiennent que **la septième disposition ouvre la porte à des actes discrétionnaires qui pourraient conduire à la**

confiscation d'actifs, affectant l'investissement et favorisant l'incertitude juridique à un moment critique pour l'économie du pays.

Colombie

La croissance en novembre décélère significativement, signe d'une croissance finalement inférieure à 1,8 % en 2024 ?

L'institut statistique colombien a publié les chiffres de l'indicateur mensuel de suivi de la conjoncture pour le mois de novembre 2024. Celui-ci présente une **croissance modérée de l'économie sur le mois, à +0,6 % en g.a.** (corrigé des variations saisonnières), soit une baisse vis-à-vis du mois d'octobre (-3,2 % en g.a.), alors que l'économie présentait une tendance de relance globalement ininterrompue depuis avril, excepté pour le mois de juin.

Les activités primaires (-1,4 % en g.a., mais en croissance sur le reste de l'année) et l'industrie (-2,7 % en g.a., en baisse sur sept des 11 derniers mois) expliquent cette décélération. L'administration publique contribue négativement, signe selon les experts des coupes réalisées pour atteindre la

règle budgétaire. Bonne nouvelle toutefois : le secteur du commerce présente une croissance de +5,8% en g.a. Les activités immobilières (+1,8%) et financières (+1,4%) sont également en croissance. Par ailleurs, en décembre, les dépenses des ménages ont crû de 2,0% selon *Raddar*, appuyées par la baisse de l'inflation et le début de normalisation de la politique monétaire. Ainsi, les économistes estiment encore possible, mais moins probable, l'atteinte des prévisions de reprise de l'économie en 2024. Pour mémoire, **les analystes de l'économie colombienne estimaient début janvier que la croissance atteindrait 1,8% en 2024 et 2,6% en 2025¹.**

Dans le cadre de la crise budgétaire, le ministère des finances revoit ses engagements (*vigencias futuras*) vis-à-vis de certains projets d'infrastructure

Les *vigencias futuras* sont un outil budgétaire colombien permettant de garantir le financement de l'État au-delà d'une année. **Cet outil limite toutefois la capacité de l'État à réarbitrer son budget dans le cadre de la crise (cf. brève supra), et le ministre des Finances a communiqué son intention d'en reporter** plusieurs portant sur 2025. **Les *vigencias futuras* prévues pour 2025 atteignent près de 5 Md\$.** Ces reports porteraient surtout sur les projets d'infrastructure actuellement paralysés ou enregistrant des retards. Le *Regiotram de Cundinamarca*, la voie *Mulaló-Loboguerrero* sont mentionnés par le ministre des finances. Des discussions sont en cours pour **étudier les possibilités de report de *vigencias futuras* pour la construction du Métro de Bogotá** (plus de 230 M\$ de *vigencias futuras* en 2025, 5% du total), sans qu'un accord n'ait pu être trouvé.

Les Gouvernements colombien et étatsunien ont publié une « note interprétative » concernant l'accord commercial entre les deux pays

Les Ministres du Commerce des deux pays, Luis Carlos Reyes et Katherine Tai, ont signé une note interprétative le 16 janvier concernant l'article du traité de libre-échange bilatéral relatif aux investissements. La note... :

- o ...réaffirme le droit à légiférer de chacune des Parties, à savoir mettre en place de nouvelles réglementations dans le cadre du développement de leurs politiques publiques ;
- o ...indique qu'un investissement non conforme aux normes du pays ne bénéficiera pas de protection ;
- o ...dispose que les tribunaux d'investissement ne sont pas une seconde instance des décisions internes de chacun des deux pays, considérant que ceux-ci n'étant pas habilités à réviser sur le fond les décisions émises par les juges locaux.

Cette signature fait suite aux prises de position du Président Petro en novembre dernier à la suite d'une décision du centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI) de la Banque mondiale en faveur de l'entreprise espagnole *Telefónica* dans le cadre d'un litige l'opposant à l'État Colombien ([cf. brèves du 28/11/24](#)). Pour mémoire, **Pour mémoire, le Président avait alors exprimé sa volonté de remettre en cause les autres accords existants de protection des investissements.**

Le Président Petro a nommé deux nouveaux membres au comité de politique monétaires de la Banque centrale, plus hétérodoxes et probablement moins hawkish²

Ces nominations par le Président, prévues par la Constitution colombienne, devraient **permettre d'aboutir à une politique monétaire moins restrictive, souhaitée par le**

¹ Données d'enquête mensuelle de la Banque centrale. Il s'agit de la médiane des prévisions réalisées par 38 entités réalisant des prévisions économiques.

² En politique monétaire, le terme *hawkish* (du mot anglais "hawk", qui signifie "faucon") désigne une attitude ou une position ferme,

axée sur la lutte contre l'inflation. Un banquier central qualifié de *hawkish* privilégiera des politiques restrictives, comme des hausses de taux d'intérêt, pour freiner l'inflation, même si cela peut ralentir la croissance économique ou augmenter le chômage.

Président Petro et ses différents ministres des finances depuis le début de son mandat. Pour mémoire, l'inflation a atteint des niveaux importants en 2023 (atteignant son niveau maximal à 13,3 % en mars 2023) et justifiant la mise en place d'une politique monétaire restrictive (+1150 pbd sur deux ans) avec un maximum de 13,25% dès la mi-2023. **La politique monétaire est moins restrictive depuis fin 2023 (-375 pbd), mais son rythme de normalisation est jugé trop lent par le Président.**

Les deux nouveaux membres, des économistes respectés issus de la recherche, sont toutefois plus hétérodoxes que le reste du comité, à en juger par leur vision plus Étatiste et interventionniste. Si les deux nouveaux membres (associés au ministre des Finances) ne devraient pas permettre d'atteindre la majorité au sein du comité composé de sept membres, ils pourraient contribuer à faire peser la balance vers un allègement plus rapide de la politique monétaire.

Indicateurs	Variation hebd.	Variation en g.a.	Ce jour
Bourse (COLCAP)	-0,2%	+10,4%	1 392
Change USD/COP	-1,5%	+9,5%	4 278
Change EUR/COP	-0,4%	+4,8%	4 454
Prix du baril (Brent, USD)	-2,8%	-1,4%	79

Equateur

La croissance enregistre une baisse de -1,5% au T3 2024

Selon les derniers chiffres publiés par la Banque centrale, le PIB a baissé de -1,5 % en glissement annuel au T3 2024. **Ce résultat est imputable à une baisse de l'investissement (public et privé) de -6,2 % sur la période, ainsi que des exportations (-5,1 %) et de la dépense publique (-1,0 %).** En revanche, la consommation des ménages a augmenté de +2,9 % sur la période et les importations ont augmenté de +0,3 %. Parmi les secteurs les

plus dynamiques sur la période figurent les loisirs (+3,7 % en g.a. au T3 2024), la pêche et l'aquaculture (+3,2 % en g.a.), la restauration et l'hôtellerie (+2,6 % en g.a.), les activités immobilière (+1,5 % en g.a.) et l'agriculture (+0,8 % en g.a.).

Le gouvernement poursuit son programme d'achat de générateurs thermiques pour faire face à la crise énergétique

L'opérateur d'électricité équatorien (CENACE) prévoit une **croissance de la demande d'environ 300 Mw en 2025, soit une augmentation de près de 6 % par rapport à 2024.** Ceci équivaut à un pic de la demande de l'ordre de 5 346 Mw en 2025 (contre 5 046 Mw en 2024). Pour faire face à cette hausse de la demande et à la prochaine période de sécheresse, le gouvernement poursuivra son programme « d'achats sous le régime d'urgence » de générateurs thermiques (pour 752 Mw) à être installés entre mars et avril 2025, ainsi que l'entrée en fonctionnement de la centrale hydroélectrique Toachi-Pilatón (254 Mw) courant 2025.

Guyana

Une croissance économique record portée par le boom pétrolier

L'économie a bondi de 43,6 % en 2024 grâce à une production pétrolière atteignant 616 000 barils par jour et des exportations générant 2,57 Md\$. Le secteur pétrolier a progressé de 57,7 % sous l'impulsion du consortium porté par Exxon Mobil, tandis que le secteur non-pétrolier a crû de 13,1 %. **Une décélération est attendue en 2025, avec une croissance prévue à 10,6 %.** Celle-ci serait portée par le secteur non-pétrolier, part congrue de l'économie alors que la production de pétrole devrait atteindre un premier plateau et que les prix du brut estimés à la baisser à 71,9 \$/baril.

Pérou

Le déficit budgétaire de 2024 atteint -3,6% du PIB et s'éloigne des objectifs visés

Selon les données préliminaires de la Banque Centrale (BCRP), le déficit budgétaire du secteur public non financier (SPNF) s'est élevé à 3,6 % du PIB en 2024, **dépassant de 0,8 points la limite autorisée par la règle budgétaire de 2,8%**. En outre, **la croissance des dépenses non-financières des administrations publiques a atteint 5,9%, dépassant également la limite établie de 4,7%**. Selon le *Consejo Fiscal* (commission autonome du secteur public dont la mission est d'analyser et de contrôler les politiques budgétaires), l'augmentation du déficit budgétaire en 2024 est due à une surcharge des dépenses publiques. **Parmi les principaux facteurs, on peut citer l'augmentation des investissements publics, l'augmentation des salaires et le soutien financier à Petroperú** (entreprise nationale d'hydrocarbures). D'après le *Consejo Fiscal*, pour la première fois, les règles budgétaires ont été dépassées pendant deux années consécutives, même après avoir assoupli les objectifs de déficit en 2024. La commission a averti que cette gestion budgétaire affecte la confiance des agents économiques, fragilisant la soutenabilité budgétaire et la stabilité macroéconomique du pays.

Appel à manifestation d'intérêt pour la réalisation du Pont Santa Rosa, principal accès au nouvel aéroport international

La PMO Vías (bureau d'assistance technique formé par les entreprises Egis et Setec) fournit une assistance technique pour l'exécution de deux importants projets d'infrastructure routière d'envergure au Pérou : la *Vía Expresa Santa Rosa* (un viaduc d'accès à l'aéroport long de 3,9km) et de la *Nueva Carretera Central* (autoroute longue de 185 km qui relie Lima avec le centre du pays à travers les Andes). À la suite de plusieurs procédures d'appel d'offres pour l'exécution du pont infructueuses, **le Ministère des Transports (MTC) a demandé à PMO Vías l'élaboration d'une proposition technico-économique**

visant à inclure le *Puente Santa Rosa* dans l'assistance technique en plus de la *Vía Expresa Santa Rosa* et de la *Nueva Carretera Central*. C'est dans ce contexte que le 21 janvier, PMO Vías a organisé, en partenariat avec le MTC et avec l'appui de la Chambre de Commerce et d'Industrie Franco-péruvienne un *roadshow* pour la phase de démarrage du projet *Puente Santa Rosa*. Il s'agit d'un pont et d'infrastructures routières connexes qui serviront d'accès principal au nouvel aéroport international *Jorge Chávez* et à fluidifier la connectivité dans cette zone. L'événement a réuni plus de 100 entreprises et cinq pays étrangers intéressés par les processus d'appel d'offres pour la conception, la construction et la supervision de l'ouvrage.

Venezuela

Présentation des objectifs économique de Nicolás Maduro

Lors de l'installation du Conseil national d'économie – une instance créée pour favoriser le dialogue et la coordination entre le gouvernement et les différents secteurs économiques du pays – le Président Maduro a présenté les données de la Banque centrale pour 2024 :

- **l'économie vénézuélienne aurait cru de 9% ;**
- **l'inflation aurait atteint 42 % ;**
- l'utilisation de la capacité industrielle aurait atteint 45 % ;
- des contrats pour plus de 52 Md\$ d'investissements auraient été signés en 2024.

Le président Maduro a par ailleurs désigné 13 responsables (ministres et vice-ministres) pour les 13 « moteurs productifs » du pays.

Il a enfin présenté un programme économique pour son mandat : **diversifier l'économie, augmenter les exportations, réduire au minimum les importations, obtenir plus de devises, augmenter le tourisme international, développer le secteur minier et augmenter la base de d'imposition** pour doubler la collecte d'impôts.

Coût du panier alimentaire de base en décembre 2024

Selon l'ONG Cendas-FVM, le coût du panier de base alimentaire, composé par 60 produits, pour une famille de cinq personnes, a atteint 498 USD en décembre 2024. Pour mémoire, le salaire minimum officiel est de 130 Bolivars par mois (2,30 USD au taux officiel), qui est complété par un bonus alimentaire de 40 USD

pour le secteur privé ou de 90 USD pour le secteur public. Néanmoins, dans le secteur privé, le salaire intégral d'un employé de base varie entre 135 et 150 USD.

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants* (Md USD)	Croissance du PIB (en % du PIB)		Compte courant (en % du PIB)	Dette publique brute (en % du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2024 p	2024 p	2023	2024 p.	2024 p.	2024 p.	2022	Variation par rapport à 2021	Variation en fin de période, 2024 p.
Bolivie	12,3	48,2	3,1	1,6	-5,4	93,9	120	-2	6
Colombie	52,7	417,2	0,6	1,6	-2,5	55,8	91	-3	5,7
Equateur	18,0	121,4	2,3	0,3	2,8	56,5	83	+12	2,8
Guyana	0,8	23	33	43,9	36,9	25,5	95	+13	3,5
Pérou	34,1	283,3	-0,55	3,0	0,3	34,2	87	-3	2,4
Suriname	0,65	4,9	2,1	2,9	1,8	85,7	124	-25	12,7
Venezuela	26,5	106,3	4,0	3,0	2,2	n.a.	119	+1	60,0
Argentine	47,2	604,4	-1,6	-3,5	0,6	91,5	48	-1	139,7
Brésil	212,5	2 188,4	2,9	3	-1,7	87,6	89	-2	4,3
Chili	20,1	328,7	2,4	0,2	-2,3	41	44	-2	4,5
Mexique	132,27	1 848,1	3,2	1,4	4,1	57,7	77	+9	4,5

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

jacques.robin@dgtresor.gouv.fr, sebastien.andrieux@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Andrés BRAGANZA, Ursula ELEIZALDE, Diego MAGUINA, Jacques ROBIN.

[Abonnez-vous en cliquant sur ce lien](#)